

Défaillances d'entreprises au 3^e trimestre 2011

Danielle Jabot

Service statistique

A compter du 1^{er} trimestre 2010, les statistiques de défaillances concernent les défaillances d'entreprises en date de jugement

Au 3^e trimestre 2011, 1 832 défaillances d'entreprises ont été jugées en Ile-de-France.

Les défaillances jugées au cours des douze derniers mois dans la région capitale sont stables par rapport aux douze mois précédents (+ 0,1%).

Au cours de la même période, le nombre d'entreprises défaillantes est en baisse de 2,8 % en France métropolitaine.

En Ile-de-France, le nombre de défaillances d'entreprises progresse particulièrement dans quatre secteurs d'activité : enseignement, santé, action sociale (+ 17,2 %), autres activités de services (+ 6,4 %), hébergement, restauration (+ 5,8 %) et activités de services spécialisées et de soutien (+ 2,6 %). A l'inverse, ce nombre diminue dans l'industrie, les activités financières et de commerce-réparation (respectivement - 6,7 %, - 6,2 % et - 5,2 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente de façon significative à Paris (+ 15,3 %) et en Seine-et-Marne (+ 5,2 %). En revanche, il baisse fortement dans le Val-de-Marne (- 17,7 %).

Rédaction achevée le 12 mars 2012

Les chiffres clés

Données brutes

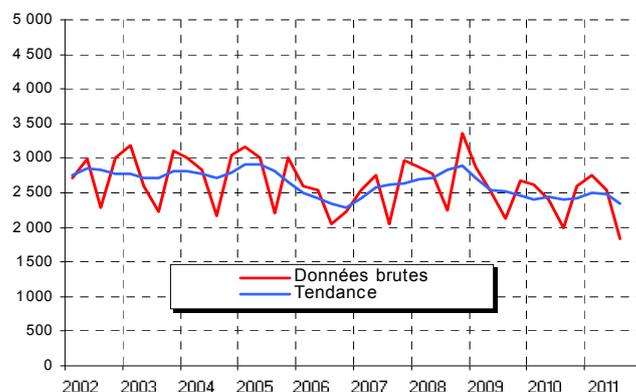
Défaillances d'entreprises en date de jugement	3 ^e trim. 2011	Variation sur une année glissante (%) (1)
Ile-de-France	1 832	0,1
France métropolitaine	10 033	-2,8

(1) Évolution entre les quatre derniers trimestres et les quatre trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture,

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement sur 10 ans



Champ : activités marchandes hors agriculture,

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon le secteur d'activité

Données brutes

Secteurs d'activité	2010				2011	Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		
Ile-de-France	1 988	2 590	2 747	2 534	1 832	9 703	0,1
Industrie	115	141	162	113	110	526	-6,7
- dont industrie manufacturière	113	136	158	110	107	511	-7,8
Construction	534	740	765	794	471	2 770	1,1
Commerce, transports, hébergement et restauration	660	810	866	817	602	3 095	-2,6
- Commerce-réparation	435	507	516	511	399	1 933	-5,2
- Transports	91	111	133	126	67	437	-3,5
- Hébergement et restauration	134	192	217	180	136	725	5,8
Information et communication	135	138	132	119	117	506	-1,6
Activités financières	31	45	57	41	40	183	-6,2
Activités immobilières	54	74	75	52	43	244	1,7
Activités de services spécialisées et de soutien	311	447	466	386	293	1 592	2,6
Enseignement, santé, action sociale	49	68	73	78	53	272	17,2
Autres activités de services	99	127	151	134	103	515	6,4
France métropolitaine	10 531	12 461	14 121	12 498	10 033	49 113	-2,8

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture,

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon les départements

Données brutes

Départements	2010				2011	Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		
Paris	470	616	690	604	492	2 402	15,3
Hauts-de-Seine	213	297	329	292	250	1 168	-1,0
Seine-Saint-Denis	363	433	378	421	262	1 494	-7,7
Val-de-Marne	230	256	278	230	144	908	-17,7
Seine-et-Marne	130	254	236	218	135	843	5,2
Yvelines	202	202	295	243	205	945	1,2
Essonne	181	251	244	218	156	869	-8,5
Val-d'Oise	199	281	297	308	188	1 074	4,5
Ile-de-France	1 988	2 590	2 747	2 534	1 832	9 703	0,1

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : BODACC

METHODOLOGIE :

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue de ces procédures.

La notion de défaillance est différente de celle, plus large de cessation qui correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Une cessation est consécutive à la mort « naturelle » d'une entreprise quand le chef d'entreprise prend l'initiative de cesser son activité.

Sources : les statistiques de défaillances proviennent du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales), qui publie tous les mois les jugements intervenus au cours des mois précédents. Des aléas techniques peuvent faire varier considérablement le volume des publications (vacances, grèves, rattrapages ...). Compte tenu du décalage entre la date du jugement et celle de la publication, il faut attendre environ six mois pour que la statistique à la date du jugement soit pratiquement définitive. Les données utilisées dans ce document sont celles en date de jugement.

Champ des données : afin d'harmoniser les séries des créations et des défaillances d'entreprises, le champ des défaillances a été élargi au secteur financier et aux activités de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (inclus dans le secteur tertiaire). La série des défaillances a été recalculée depuis 1993 avec le nouveau champ élargi. Dorénavant, les séries de défaillances couvrent l'ensemble des secteurs d'activités marchandes, hors agriculture.